



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2016



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -93,32 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2016 s'élève à -93,32 Md€ contre -87,04 Md€ à fin novembre 2015 à périmètre constant. Le solde s'explique par une hausse des recettes nettes de 4,57 Md€, l'augmentation des dépenses nettes de

2,01 Md€ et par la réduction du solde des comptes spéciaux de 8,85 Md€ qui résulte essentiellement des avances versées à l'Agence de service et de paiement (13,24 Md€) ayant vocation à être remboursées en fin d'exercice.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 285,02 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,83 Md€ dont 2,75 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,74 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,01 Md€ dont 1,80 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,69 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,59 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,85 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,69 Md€ ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,46 Md€ dont 0,71 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,32 Md€ dont 0,80 Md€ au titre du programme « Infrastructures et services de transports » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,25 Md€ dont 0,93 Md€ au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes ».

Les dépenses nettes à fin novembre 2016 s'élèvent à 285,02 Md€ contre 283,01 Md€ à fin novembre 2015 à périmètre constant.

Cette évolution résulte principalement des hausses des dépenses de personnel (+1,44 Md€), des

dépenses d'intervention (+1,39 Md€), notamment la mission Travail et emploi, et des dépenses d'investissement (+0,82 Md€), compensées par les baisses des charges de la dette (-0,84 Md€) et des dépenses de fonctionnement (-0,65 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 205,02 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,63 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 3,91 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,77 Md€ dont 0,80 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,48 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,06 Md€ dont -2,28 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement et -1,84 Md€ au titre du FCTVA ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,67 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 253,10 Md€

Les recettes fiscales à fin novembre 2016 s'élèvent à 253,10 Md€ contre 250,84 Md€ à fin novembre 2015 à périmètre constant.

Cette augmentation de 2,26 Md€ s'explique par la hausse des recettes de TICPE pour 2,07 Md€, des recettes nettes de TVA pour 1,57 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,00 Md€ (notamment en raison de la

hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité et de l'augmentation des mutations à titre gratuit).

Cependant, les autres impôts directs et taxes assimilées sont en baisse de 1,43 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses, des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune.

Recettes non fiscales : 9,21 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2016 s'élèvent à 9,21 Md€ contre 11,07 Md€ à fin novembre 2015.

Cette baisse de 1,86 Md€ résulte essentiellement de diminutions des dividendes et recettes assimilées pour 1,93 Md€ (notamment du fait de l'absence d'encaissement de dividendes Banque de France et du versement des dividendes EDF sous forme de titres), des recettes diverses de 0,61 Md€ (prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la CDC non intervenus à

fin novembre 2016) et des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,50 Md€ (notamment les amendes prononcées par les autorités de la concurrence).

Cependant, ces diminutions sont compensées par les hausses des produits du domaine de l'Etat pour 0,78 Md€ (particulièrement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques) et des remboursements et intérêts des prêts pour 0,40 Md€ (notamment les intérêts des prêts à des Etats étrangers).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -60,65 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -60,65 Md€ à fin novembre 2016 contre -65,89 Md€ à fin novembre 2015 à périmètre constant.

Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements au profit des collectivités territoriales

pour 3,96 Md€ (dont 2,95 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement) et par la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 1,28 Md€ suite à une rectification du budget 2015 de l'UE.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -13,33 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,24 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 13,68 Md€ (notamment en raison de l'échéance de taxe d'habitation au 15 novembre et de la constatation du dégrèvement barémique de CVAE). Des recettes apparaissent au compte « **Participations financières de l'Etat** » pour 1,76 Md€ (cessions des titres des aéroports Côte-d'Azur et Lyon) et au compte « **Avances à l'audiovisuel public** » pour 1,29 Md€ (au titre de

l'échéance de contribution à l'audiovisuel public au 15 novembre). Des dépenses sont enregistrées au compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » pour 1,36 Md€ (essentiellement dû au versement d'intérêts des OAT à taux fixes) et au compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » pour 0,99 Md€, correspondant aux avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune.

Au 30 novembre 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -13,33 Md€ contre -4,49 Md€ en novembre 2015. Cette différence (-8,85 Md€) s'explique notamment par la variation du solde des comptes de

concours financiers (-9,37 Md€ en raison des avances versées à l'ASP ayant vocation à être remboursées en fin d'exercice).

Dette financière de l'Etat au 30 novembre : 1 632,63 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernant les OAT (émissions nettes de remboursements de 125,48 Md€).

Les montants nets des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 66,57 Md€ et 9,28 Md€ depuis le début de l'année.



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page	
	Novembre	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-7 785	-93 324	-87 040	-82 771	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 622	285 017	283 010	274 026	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	7 189	205 024	200 457	195 742	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	3 907	68 494	68 412	66 350	
- IS *	-437	16 678	16 662	16 662	
- TVA	11 625	132 231	130 660	129 958	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	5 648	-13 331	-4 486	-4 486	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 119	106 972			16
Dettes financières de l'Etat	-4 244	1 632 632			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	10 416	112 790	111 346	111 431
Dépenses de fonctionnement	3 430	45 715	46 366	45 960
Charges de la dette de l'Etat	32	40 358	41 194	41 194
Dépenses d'investissement	705	9 449	8 634	8 646
Dépenses d'intervention	5 909	74 582	73 195	64 529
Dépenses d'opérations financières	130	1 136	1 287	1 278
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	20 622	285 017	283 010	274 026
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	13 238	253 097	250 838	246 110
Recettes non fiscales	522	9 214	11 069	11 028
Prélèvements sur recettes	-6 731	-60 654	-65 894	-65 840
Fonds de concours	161	3 367	4 444	4 444
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	7 189	205 024	200 457	195 742
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	13 920	265 678	266 351	261 582
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-13 433	-79 993	-82 553	-78 285
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 409	2 551	1 967	1 967
Solde des comptes de concours financiers	5 418	-15 155	-5 785	-5 785
Solde des comptes de commerce	-1 165	-831	-752	-752
Solde des comptes d'opérations monétaires	-65	-10 244	-1 856	-1 856
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	5 648	-13 331	-4 486	-4 486
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-7 785	-93 324	-87 040	-82 771



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 416	112 790	111 346	111 431
Rémunérations d'activité	6 081	64 469	63 596	63 628
Cotisations et contributions sociales	4 263	47 638	47 042	47 094
Prestations sociales et allocations diverses	71	683	708	709
AUTRES TITRES	10 206	172 227	171 663	162 596
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 430	45 715	46 366	45 960
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 047	20 184	20 985	20 992
Subventions pour charges de service public	1 383	25 531	25 381	24 968
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	32	40 358	41 194	41 194
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	32	40 358	41 194	41 194
Titre 5 - Dépenses d'investissement	705	9 449	8 634	8 646
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	586	7 735	7 135	7 148
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	119	1 713	1 498	1 498
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 909	74 582	73 195	64 529
Transferts aux ménages	1 826	36 537	36 249	30 022
Transferts aux entreprises	1 462	10 628	10 110	8 245
Transferts aux collectivités territoriales	684	6 218	5 802	5 705
Transferts aux autres collectivités	1 936	21 163	21 016	20 538
Appels en garantie	2	35	19	17
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	130	1 136	1 287	1 278
Prêts et avances	22	59	40	40
Dotations en fonds propres	108	501	568	560
Dépenses de participations financières	0	576	679	679
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 622	285 017	283 010	274 026



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2016		Cumul à fin novembre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	180	195	2 988	3 045	2 729
Action de la France en Europe et dans le monde	131	123	1 979	1 912	1 689
Diplomatie culturelle et d'influence	24	49	688	675	710
Français à l'étranger et affaires consulaires	26	23	325	315	315
Conférence "Paris Climat 2015"	0	0	-4	144	15
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	245	215	2 418	2 422	2 494
Administration territoriale	144	148	1 506	1 489	1 516
Vie politique, culturelle et associative	2	2	184	229	240
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	98	65	728	704	738
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	388	231	2 355	2 078	2 524
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	246	105	981	755	1 249
Forêt	24	15	244	237	239
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	58	51	513	480	429
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	60	617	606	607
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	289	192	1 768	2 206	2 328
Aide économique et financière au développement	47	1	277	804	918
Solidarité à l'égard des pays en développement	242	191	1 491	1 401	1 410
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	50	291	2 268	2 254	2 187
Liens entre la Nation et son armée	4	3	32	30	26
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	46	281	2 148	2 136	2 013
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	88	88	148
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	60	59	576	568	567
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	40	40	336	342	338
Conseil économique, social et environnemental	2	1	41	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	199	186	189
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	221	424	2 572	2 532	2 419
Patrimoines	70	171	815	762	789
Création	38	108	725	725	656
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	113	145	1 033	1 045	974
DEFENSE	4 098	3 008	35 728	37 384	36 650
Environnement et prospective de la politique de défense	114	89	1 006	1 265	1 267
Préparation et emploi des forces	1 328	691	8 488	7 336	7 252
Soutien de la politique de la défense	1 807	1 798	20 067	19 949	19 644
Equippedement des forces	849	428	6 167	8 834	8 487
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	152	114	1 166	1 051	1 072
Coordination du travail gouvernemental	56	51	487	446	441
Protection des droits et libertés	6	6	85	89	86
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	90	56	593	516	545
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	966	1 318	9 942	9 646	10 463
Infrastructures et services de transports	487	796	4 057	3 911	4 190
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	16	21	99	140	154
Météorologie	0	44	190	190	196
Paysages, eau et biodiversité	37	17	238	213	251
Information géographique et cartographique	11	0	92	81	93
Prévention des risques	43	25	48	17	183
Energie, climat et après-mines	90	5	461	367	490
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	281	251	2 975	2 975	3 044
Service public de l'énergie (1)	1	159	1 782	1 752	1 863
ECONOMIE	99	144	1 280	1 243	1 283
Développement des entreprises et du tourisme	48	95	720	690	719
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	35	404	400	413
Stratégie économique et fiscale	15	14	156	153	150



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2016		Cumul à fin novembre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	286	401	16 331	16 298	15 812
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	206	218	1 542	1 424	1 292
Aide à l'accès au logement	0	1	14 202	14 202	14 191
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	80	182	588	672	329
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1	34	40 493	40 606	41 493
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	32	32	40 358	40 358	41 194
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	2	2	23	23	17
Epargne	-21	0	123	121	252
Majoration de rentes	32	0	32	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	-44	0	-43	103	30
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 903	5 827	62 045	61 882	60 675
Enseignement scolaire public du premier degré	1 743	1 743	18 700	18 697	18 224
Enseignement scolaire public du second degré	2 755	2 754	28 786	28 775	28 269
Vie de l'élève	438	383	4 582	4 489	4 431
Enseignement privé du premier et du second degrés	623	620	6 701	6 686	6 600
Soutien de la politique de l'éducation nationale	223	204	2 041	2 012	1 950
Enseignement technique agricole	121	124	1 236	1 223	1 201
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	920	883	10 103	9 824	10 066
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	641	652	7 325	7 286	7 422
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	111	73	1 023	862	923
Facilitation et sécurisation des échanges	140	128	1 486	1 403	1 431
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	16	107	105	118
Fonction publique	18	15	162	168	171
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	72	76	955	888	539
Immigration et asile	65	64	864	799	500
Intégration et accès à la nationalité française	6	11	91	88	39
JUSTICE	597	685	7 030	7 313	7 060
Justice judiciaire	254	264	2 934	2 959	2 822
Administration pénitentiaire	254	312	2 731	3 002	2 942
Protection judiciaire de la jeunesse	59	69	731	717	694
Accès au droit et à la justice	6	5	332	330	315
Conduite et pilotage de la politique de la justice	25	34	298	300	283
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	33	91	461	453	528
Presse	14	2	182	174	199
Livre et industries culturelles	13	81	253	252	191
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	6	8	27	27	138
OUTRE-MER	48	251	1 782	1 797	1 873
Emploi outre-mer	20	188	1 227	1 211	1 291
Conditions de vie outre-mer	28	63	555	587	582
POLITIQUE DES TERRITOIRES	89	106	515	562	646
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	28	34	123	181	225
Interventions territoriales de l'Etat	3	8	24	30	27
Politique de la ville	58	64	369	351	394
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2016		Cumul à fin novembre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	803	1 464	25 721	24 681	24 744
Formations supérieures et recherche universitaire	131	145	12 831	12 669	12 541
Vie étudiante	204	233	2 475	2 272	2 318
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	24	708	6 238	5 668	5 651
Recherche spatiale	60	0	1 363	1 165	1 151
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	206	43	1 621	1 500	1 608
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	152	221	611	837	891
Recherche duale (civile et militaire)	0	83	167	167	179
Recherche culturelle et culture scientifique	4	5	117	116	109
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	25	297	287	295
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	439	442	6 226	6 157	6 273
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	370	373	3 972	3 972	3 981
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	69	69	825	756	782
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	0	1 429	1 429	1 510
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	190	182	3 343	2 407	2 448
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	174	156	3 066	2 129	2 140
Concours spécifiques et administration	16	27	277	278	308
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	11 333	11 442	96 272	96 270	93 672
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 410	6 519	83 972	83 970	82 422
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	4 922	4 922	12 299	12 299	11 250
SANTE	17	161	1 153	1 097	1 039
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	17	33	462	406	406
Protection maladie	0	128	691	691	633
SECURITES	1 573	1 593	17 220	16 934	16 489
Police nationale	845	853	9 028	8 966	8 755
Gendarmerie nationale	697	694	7 779	7 527	7 339
Sécurité et éducation routières	4	6	31	27	24
Sécurité civile	27	41	383	414	371
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	155	1 252	16 823	16 584	16 424
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	70	929	4 667	4 550	4 389
Handicap et dépendance	19	212	10 751	10 719	10 639
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	22	21	23
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	64	108	1 383	1 294	1 373
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	23	43	586	568	474
Sport	13	28	223	225	221
Jeunesse et vie associative	10	15	363	343	254
TRAVAIL ET EMPLOI	891	940	13 545	11 549	10 724
Accès et retour à l'emploi	533	625	8 490	7 790	7 698
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	284	238	4 338	3 036	2 301
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	8	8	55	73	60
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	66	69	663	650	665
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	30 122	32 064	384 656	381 287	376 682
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	18 789	20 622	288 385	285 017	283 010

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 180	73 145	72 876	72 710
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	200	3 857	3 824	3 824
Impôt sur les sociétés (C)	364	43 231	42 760	42 760
Impôt sur les sociétés	358	42 311	41 871	41 871
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	6	920	889	889
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	364	12 148	13 577	13 577
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	40	584	746	746
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	161	3 410	3 684	3 684
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	61	61
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	112	4 945	5 145	5 145
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	93	127	127
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	5	20	20
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	13	16	16
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	24	29	29
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	74	68	68
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	187	189	189
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	3	7	7
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	12	34	34
Recettes diverses	37	2 765	3 412	3 412
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 476	14 491	12 424	12 424
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 327	180 255	177 813	177 111
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 769	22 240	21 237	19 272
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	27	414	383	383
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	13	142	135	135
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	8	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	108	1 596	1 399	1 399



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	797	9 519	9 365	9 365
Contribution de sécurité immobilière	53	572	533	533
Autres conventions et actes civils	39	491	412	412
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	31	350	349	349
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	160	121	121
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	232	222	222
Timbre unique	31	180	183	183
Taxe sur les véhicules de société	0	0	150	150
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	140	3 178	2 534	671
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	4	49	42	42
Taxe générale sur les activités polluantes	112	198	226	226
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	1	27
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	291	158	158
Autres droits et recettes à différents titres	1	3	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	47	48	48
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	48	48	48
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	64	64
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	28	31	31
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	151	1 829	1 855	1 855
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	74	694	664	664
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	38	394	404	404
Prélèvement sur les paris sportifs	28	256	198	198
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	53	52	52
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	54	631	834	834
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	1	2	2
Autres taxes	26	260	211	84
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	24 680	349 367	344 510	341 679
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	13 238	253 097	250 838	246 110



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	2 081	4 011	4 011
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	328	1 301	1 301
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	179	389	389
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 573	2 320	2 320
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	89	2 120	1 341	1 341
Revenus du domaine public non militaire	16	178	181	181
Autres revenus du domaine public	5	136	85	85
Revenus du domaine privé	2	50	47	47
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	26	828	91	91
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	29	755	868	868
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	10	161	57	57
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	12	13	13
Produits de la vente de biens et services (C)	80	970	968	968
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	37	380	415	415
Autres frais d'assiette et de recouvrement	42	527	486	486
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	48	51	51
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	6	6
Autres recettes diverses	1	11	10	10
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	17	767	366	366
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	566	177	177
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	1	7	6	6
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	18	17	17
Intérêts des autres prêts et avances	0	36	33	33
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	112	101	101
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	3	3
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	19	23	23



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	98	1 777	2 272	2 231
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	41	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	14	976	1 467	1 467
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	8	19	111	111
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	2	12	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	71	694	628	628
Frais de poursuite	2	9	8	8
Frais de justice et d'instance	1	11	9	9
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	11	2	2
Divers (F)	239	1 498	2 111	2 111
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	805	805
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	4	286	276	276
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	18	175	193	193
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	9	9
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	14	48	48
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	8	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	50	24	24
Recouvrements après admission en non-valeur	12	127	122	122
Divers versements de l'Union européenne	0	17	20	20
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	19	22	22
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	19	16	16
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	2	2
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	5	175	224	224
Produits divers	160	420	151	151
Autres produits divers	32	168	178	178
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	522	9 214	11 069	11 028



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 062	-43 654	-47 616	-47 562
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 278	-31 115	-34 065	-34 064
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-9	-11	-11
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-61	-76	-76
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 836	-5 057	-5 508	-5 508
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-92	-1 552	-1 804	-1 804
Dotation élu local	0	-64	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-44	-36	-36
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-476	-476	-491	-491
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-4	-4
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-276	-3 050	-3 243	-3 243
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-43	-560	-625	-625
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-9	-155	-185	-185
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-14	-83	-76	-76
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-28	-428	-373	-373
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	-53	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 669	-17 000	-18 278	-18 278
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 731	-60 654	-65 894	-65 840
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	147	3 166	4 169	4 169
Fonds de concours - coopération internationale	13	201	274	274
TOTAL FONDS DE CONCOURS	161	3 367	4 444	4 444

(1) création en 2016



unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 263	6 672	59 570	56 644	62 121	58 611	2 551	1 967
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	21	207	204	242	281	36	78
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	56	34	782	751	1 330	1 287	548	536
Développement agricole et rural	8	5	122	123	129	135	7	12
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	27	32	318	356	345	344	28	-12
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	2	1 396	1 402	1 543	1 500	147	98
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	58	71	424	318	411	589	-13	271
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	0	1 757	1 330	1 743	1 836	1 814	506	71
Pensions	4 576	4 454	51 491	51 215	52 240	51 842	750	627
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	19	533	19	509	0	-24
Transition énergétique (2)	538	299	3 480	0	3 792	0	312	0
Comptes de concours financiers	9 578	14 995	108 960	95 536	93 806	89 750	-15 155	-5 785
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	994	16	13 242	3 346	143	107	-13 098	-3 239
Avances à l'audiovisuel public	322	1 294	3 545	3 361	3 236	2 652	-309	-709
Avances aux collectivités territoriales	8 244	13 679	91 428	88 062	89 878	86 410	-1 549	-1 652
Prêts à des Etats étrangers	18	4	745	652	511	507	-234	-146
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	2	1	114	37	75	36	-39
Comptes de commerce	1 526	361	47 150	46 744	46 319	45 993	-831	-752
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	70	32	439	514	570	643	131	128
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	14	145	141	148	138	3	-3
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	2 640	1 215	2 640	1 215	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	66	36	531	571	583	587	52	15
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 362	265	43 333	44 244	42 278	43 315	-1 055	-929
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	0	1	4	8	9	7	5
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	9	38	37	68	63	29	26
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	4	3	23	18	24	24	1	6
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	264	198	11 162	4 629	917	2 773	-10 244	-1 856
Emission des monnaies métalliques	16	3	143	125	243	205	100	80
Opérations avec le Fonds Monétaire International	248	196	11 004	4 480	655	2 540	-10 349	-1 940
Pertes et bénéfices de change	0	0	15	24	19	28	4	4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 631	22 227	226 842	203 553	203 163	197 127	-23 679	-6 426
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 383	22 031	215 838	199 073	202 508	194 587	-13 331	-4 486

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	88	609
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	248	490
	Total organismes à caractère financier	773	336	1 109
	CEPL			
	Régions	1 662	878	2 540
	Départements	4 826	-430	4 397
	Communes	21 357	1 599	22 956
	HLM	323	77	400
	Autres	20 714	1 235	21 948
	Total CEPL	48 882	3 359	52 241
	Hôpitaux	4 440	324	4 764
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	2 468	12 600
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	-415	3 744
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	1 165	3 951
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	94	956
	Total établissements publics nationaux	17 941	3 311	21 252
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-4 983	5 511	
Communautés européennes	2 596	2 542	5 139	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	27	69	
GIP	615	49	664	
EPL	2 136	336	2 471	
Autres correspondants	12 782	961	13 744	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	1 331	16 948	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	6 219	106 963	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-8	10
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-8	10
Total Passif (A)		100 761	6 211	106 972
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	6 211	106 972



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	49 630	1 626 025
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	58 910	1 482 632
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	125 480	1 446 732
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	108 676	1 247 921
- <i>taux variable</i>	163 458	16 744	180 202
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-66 570	35 900
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-58 162	35 900
- <i>taux variable</i>	8 009	-8 009	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	-9 280	143 393
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-9 280	143 393
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	-59	6 607
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	49 571	1 632 632



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.